



Voter, c'est décider ! (2)
(2013)

fps

Ouvrir de nouvelles crèches, c'est essentiel !

Bousculons les clichés : maman et papa peuvent faire carrière et s'occuper des enfants.

Nous avons besoin d'un accueil de qualité pour les enfants après l'école.

Travail ou famille ? Nous voulons les deux !

**VOUS VOULEZ DÉFENDRE CES IDÉES ?
LE 25 MAI, VOUS POURREZ AGIR !**

**VOTER
C'EST
DÉCIDER!**

Une campagne des Femmes Prévoyantes Socialistes
www.femmesprevoyantes.be

Logos: FPS, Solidarités, La Mutualité Socialiste, Le parti de la Région flamande (Vlaamse Partij voor de Arbeid), and the Flemish Government logo.

Julie Gillet
Secrétariat général FPS
julie.gillet@mutsoc.be
02/515.17.67

Le 25 mai 2014, nous serons toutes et tous appelé-e-s aux urnes pour élire nos représentant-e-s au niveau fédéral, régional, communautaire et européen¹. Un scrutin multiple dont les enjeux s'annoncent particulièrement complexes et cruciaux. Les résultats de ces élections auront des conséquences politiques importantes sur de nombreuses matières en lien direct avec notre quotidien. Que ce soit au niveau européen, où des décisions se prennent dans des domaines tels que l'agriculture, les politiques énergétiques, l'immigration. Que ce soit au niveau fédéral, compétent entre autres dans des matières comme la justice, la sécurité sociale et les grandes lois de protection sociale (chômage, pensions, assurance maladie-invalidité). Que ce soit au niveau communautaire (la culture, l'enseignement, la santé, etc.) ou régional (l'emploi et les politiques économiques notamment).

On le sait, c'est en Flandres que se jouera l'avenir de la Belgique, à travers le score de la N-VA de Bart de Wever, le parti nationaliste flamand crédité de plus de 30% des intentions de vote dans les derniers sondages. Mais quels que soient les résultats, et au-delà des clivages linguistiques, les crises politiques, économiques et sociales qui ont secoué et secouent encore notre pays laissent présager un retour à une situation sociale extrêmement difficile pour une grande partie de la population, parmi laquelle les femmes risquent d'être les premières touchées. En effet, comme l'ont démontré de nombreuses études, les femmes (et surtout les femmes à la tête de familles monoparentales), subissent de plein fouet les réductions budgétaires et des coupes dans les dépenses sociales, d'éducation, de garde d'enfants et de santé qui vont souvent de pair avec les mesures d'austérité.

Le 25 mai 2014 sera l'occasion d'interpeller, de revendiquer par le biais de son vote. S'intéresser à la politique, c'est se mobiliser contre la morosité ambiante. C'est exprimer son opinion, choisir les représentants qui adopteront les lois et mesures qui font notre quotidien. C'est un moyen puissant d'envoyer un message aux gouvernements et aux politicien-ne-s. Voter, c'est prendre sa place de citoyen-ne responsable et engagé-e. Ça nous concerne toutes et tous. La démocratie tire sa force du fait que les élus représentent le peuple dans son entièreté, y compris ceux qui pensent que la politique ne les concerne pas, ou que voter ne sert à rien.

Or, lors des élections de 2010, on a dénombré le plus haut taux d'abstention depuis 35 ans (plus de 12% d'abstention en Wallonie), ceci malgré l'obligation électorale. Pour les élections communales de 2012, en ajoutant à l'abstention les votes blancs et nuls, c'est **près d'un électeur sur cinq qui a décidé de ne pas**

¹ L'électeur bruxellois votera pour le Parlement européen, pour la Chambre des représentants et pour le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale. Dans ce dernier cas, s'il vote pour une liste francophone, son choix aura aussi un effet sur la répartition des sièges au sein du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. S'il vote pour une liste néerlandophone, il sera invité à voter également pour le Parlement flamand. L'électeur wallon votera pour le Parlement européen, pour la Chambre des représentants et pour le Parlement wallon. Ce dernier vote détermine également la composition du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Enfin, les électeurs vivant en Communauté germanophone élisent aussi le Parlement de celle-ci. Pour en savoir plus : <http://www.cultures-sante.be/nos-outils/education-permanente/2013/enjeux-des-elections-2014.html>

faire de choix partisan, en Wallonie et à Bruxelles. Selon l'IEV, plusieurs facteurs pourrait expliquer cela, notamment l'isolement de certains, l'indifférence, un rejet voire un dégoût de la politique, la montée de l'individualisme ou encore l'affaiblissement des structures d'encadrement social, culturel ou politique.

Le secteur associatif a un rôle capital à jouer pour remédier à cette situation. C'est pourquoi nous avons décidé de mener campagne afin de mieux faire comprendre au grand public les enjeux et les rouages des élections, et de favoriser la participation politique. Voici quelques idées reçues que nous avons souhaité déconstruire...

Aux élections, des élus ou des élues ?

① Aux élections, des élus ou des élues ?



En Belgique, depuis 1948, les femmes ont le droit de voter et de se présenter à toutes les élections. Pourtant, 66 ans plus tard, elles demeurent toujours sous-représentées dans la vie politique, malgré les quotas qui imposent la parité sur les listes électorales depuis 2002. Les bourgmestres féminines restent, par exemple, très minoritaires : un peu plus de 10% des bourgmestres sont des femmes, selon les statistiques de l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes de 2011. Dans la plupart des Parlements, la proportion de femmes se situe entre 30 et 40%.

Pourquoi si peu d'élues ? Cela tient notamment au regard porté sur les femmes par la société. Les rôles attribués et transmis aux femmes depuis le plus jeune âge par l'éducation, les médias, etc. ne les encouragent pas à être ambitieuses, à se mettre en avant et à défendre leurs idées. Par exemple, le stéréotype de la « fée du logis », épanouie par son ménage et sa famille, douce et humble, et la répartition inégale des tâches qui découle de ce stéréotype, peut décourager les femmes à s'engager politiquement.

Une participation égale des femmes et des hommes aux décisions, à tous les niveaux, est pourtant nécessaire. Pas parce que les femmes feraient « mieux », « différemment », seraient plus honnêtes ou plus gentilles (ce sont des clichés). Simplement parce que nous pensons que la politique ne doit pas être le monopole d'une partie de la population. La politique doit être représentative de la société et accessible à toutes et tous.

La place des mamans, c'est à la maison

Certains partis voudraient que l'on revienne à des rôles plus traditionnels du type « femme au foyer, homme qui ramène l'argent ». Dans ce schéma, les femmes sont naturellement sensibles, compréhensives et aimantes. Elles ont pour missions de donner naissance, de veiller à l'éducation des enfants et d'assurer le bien-être de leurs époux. C'est bien entendu réducteur ! Toutes les femmes ne sont pas comme ça. Et si

certaines le sont, c'est souvent à cause des médias, de la publicité, de la société qui leur ont appris qu'une femme « doit » être comme ça. Aujourd'hui, la plupart des femmes veulent travailler, avoir une vie sociale bien remplie. Elles ne veulent pas toutes avoir des enfants. Nous pensons que chacune devrait pouvoir être libre de faire ses propres choix. Il n'existe pas des qualités « naturellement » féminines et des qualités « naturellement » masculines. Tout est une question d'apprentissage...

Dire que « la place des mamans, c'est à la maison », c'est dangereux pour l'autonomie des femmes. Si leur mari les quitte, comment ces femmes subviendront-elles à leurs besoins alors qu'elles n'ont jamais travaillé et donc cotisé pour avoir accès au chômage ou à une pension ? Et si elles veulent quitter leur conjoint, pourront-elles réellement le faire alors qu'elles risquent de tomber dans la précarité ? **Posséder et gérer ses propres revenus permet à chacun de conserver son autonomie et donc sa liberté de choix.** C'est pourquoi il est important de défendre l'accès et le maintien des femmes à l'emploi, en augmentant le nombre de places d'accueil pour les enfants et les personnes dépendantes par exemple².

18 La place des mamans, c'est à la maison



Enfin, il est important d'augmenter le taux d'emploi des femmes, conformément aux engagements européens pris par la Belgique dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 ».

Les chômeurs ont de la chance, ils peuvent avoir une belle voiture et vivre des alloc'

19 Les chômeurs ont de la chance, ils peuvent avoir une belle voiture et vivre des alloc'



On entend parfois dire que les chômeurs ont de la chance, qu'ils profitent du système. Certaines personnes, effectivement, profitent probablement du système. Faut-il pour autant blâmer l'immense majorité des chômeurs qui n'ont pas souhaité se retrouver dans cette situation ? Qui se sont retrouvés sans emploi du jour au lendemain suite à des restructurations, à des fermetures, à des faillites ? Qui peinent à retrouver un emploi parce que « trop vieux », « trop jeunes », « trop étrangers », « trop femmes », « trop qualifiés », ou « trop peu qualifiés » ?

² En Fédération Wallonie-Bruxelles, seul un enfant sur quatre peut espérer trouver une place dans une structure d'accueil, que ce soit dans une crèche ou chez une accueillante. Et ce sont principalement les femmes qui vont quitter leur emploi, prendre un temps partiel ou interrompre leur carrière pour pallier au manque de structures d'accueil. C'est une source d'inégalité entre les femmes et les hommes, mais également entre les enfants. L'accueil des enfants, c'est un « outil » d'égalité des chances pour tous les enfants, pour l'épanouissement des plus petits et pour leur ouverture au monde et aux autres. Nous défendons l'idée qu'une politique d'accueil permettant à tous les enfants d'en bénéficier devait être considérée comme une politique sociale et d'égalité de toute première importance.

Aussi, « profiter du système » est devenu très compliqué : les allocations de chômage sont devenues dégressives, elles diminuent après la première année. Difficile de « profiter » avec 1300 euros par mois pour un-e cohabitant-e avec charge de famille ou 1150 pour un-e isolée (après une année de chômage, montant maximum). L'allongement du stage d'insertion, le renforcement des contrôles et sanctions (par exemple, un chômeur doit prouver qu'il a envoyé X nombre de C.V. chaque mois), la limitation dans le temps des allocations d'insertion sont tout autant de mesures qui durcissent encore les conditions d'accès et de maintien au chômage.

Or, aujourd'hui, en Belgique, il n'existe pas un nombre suffisant d'emplois pour tout le monde. Le chômage est donc inévitable. Culpabiliser ou stigmatiser les chômeurs (« ce sont des paresseux, des profiteurs ») est injuste. Et puis, n'oublions pas que chacun pourrait se retrouver au chômage, un jour ou l'autre. Notre système de Sécurité sociale est basé sur la solidarité : entre travailleurs et chômeurs, entre actifs et pensionnés, entre personnes en bonne santé et malades, entre familles avec ou sans enfant. Tout le monde cotise pour tout le monde, afin que chacun soit protégé en cas de coup dur.

Mets ta santé de côté, tu coûtes cher à la Sécu !

20 Mets ta santé de côté,
tu coûtes cher à la sécu !



On entend beaucoup de choses sur la Sécurité sociale belge : elle serait trop chère, elle ne fonctionnerait plus à cause des étrangers, des profiteurs. On entend qu'il s'impose de revoir les pensions à la baisse et le temps de travail à la hausse, que les cotisations sociales ne suffisent plus et que donc il faut avoir recours aux assurances privées. Chacun pour soi en somme... Si on en a les moyens !

Nous disposons en Belgique de l'un des meilleurs systèmes de santé dans le monde. Nous devons le défendre. On entend dire que le trou de la Sécurité sociale serait dû à l'utilisation inconsidérée par les citoyens des soins de santé. Or, ce « trou » résulte en premier lieu de la crise financière, économique et de l'emploi. Les citoyens n'en sont pas la cause, ils ne doivent pas en être les victimes.

Certes, il faut surveiller les dépenses de la sécurité sociale, s'assurer que l'argent soit utilisé efficacement. C'est déjà globalement le cas, même si des améliorations sont possibles. Mais l'urgence aujourd'hui, c'est de veiller à ce que les inégalités entre les citoyens ne se creusent pas davantage. L'urgence, c'est que chacun puisse être aidé en cas de coup dur de la vie. L'urgence, c'est de maintenir la solidarité. Sans la Sécu, nous ne pourrions plus compter que sur nous-mêmes. A titre d'exemple, un accouchement coûterait 2500 euros aux parents, contre 370 euros environ actuellement.

Je travaille, mais je rame ...

24 Je travaille, mais je rame...



Avoir un emploi n'est pas toujours une protection suffisante face au risque de pauvreté. Ainsi, aujourd'hui, en Belgique, 4,5% des travailleurs sont à la limite de la pauvreté : leur salaire net est inférieur, ou à peine supérieur, au seuil de pauvreté (fixé à environ 1000 euros par mois pour un isolé). 4,5% des travailleurs, ça représente tout de même 220 000 personnes. Les premières victimes du travail précaire sont évidemment les travailleurs les moins armés : ceux qui sont le moins qualifiés, ceux qui sont le plus discriminés dans la société, et bien sûr ceux à qui on attribue traditionnellement des tâches extra-professionnelles difficilement compatibles avec un emploi de qualité. Donc majoritairement les femmes.

L'emploi féminin se concentre sur un nombre très restreint de métiers et de secteurs (Horeca, services aux personnes, grande distribution), généralement moins valorisés et moins rémunérés que les emplois dits « masculins ». Aussi, selon les statistiques de l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes de 2011, sur l'ensemble des femmes salariées, 44,3% travaillent à temps partiel (pour seulement 9,3% des hommes). Rappelons qu'en moyenne, les femmes gagnent, par an, tous secteurs confondus et indépendamment de la durée du travail, 23% de moins que les hommes...